

huitième de la population totale. Mais sur ces cinq millions et demi, il y en a environ trois millions quatre cent mille en Irlande seulement, ce qui ne laisse que deux millions cent mille pour la Grande-Bretagne. Ces chiffres sont approximatifs, cependant nous les croyons assez exacts.

La seule chance de salut pour les catholiques serait donc que la majorité du cabinet Bannerman ne fût pas assez forte pour l'emporter sur les conservateurs et les nationalistes irlandais réunis. Dans ce cas ces derniers en votant contre le rappel de la loi Balfour pourraient sauver la situation. Mais, comme nous l'avons déjà dit, les apparences sont que le ministère va être trop fort. S'il commande dans la prochaine Chambre des Communes à 400 partisans dévoués, il pourra faire adopter telle loi qui lui plaira, nonobstant la coalition de toutes les autres sections.

Cependant, malgré le triomphe électoral que remporte en ce moment le parti libéral, des observateurs désintéressés prétendent que son règne ne sera pas de très longue durée. Il renferme certainement deux écoles dont les vues sont divergentes sur de très graves sujets. Au sein même du cabinet par exemple, M. John Morley et M. James Bryce sont des libéraux "home rulers" et anti-impérialistes, tandis que MM. Asquith et Sir Edward Grey sont des libéraux impérialistes et hostiles au "home rule." L'antagonisme entre les deux groupes est latent aujourd'hui. Mais il peut se réveiller au premier jour. Il est certain que les nationalistes irlandais poseront la question du "Home Rule" devant le prochain Parlement, et alors quelle sera l'attitude du ministère? Sir Henry Campbell-Bannerman ne sera-t-il pas exposé à voir se disloquer son cabinet, comme cela arriva à Gladstone, qui était pourtant un leader d'une autre envergure.

* * *

L'élection présidentielle a eu lieu en France le 17 janvier, et M. Fallières, président du Sénat, a été élu à la suprême magistrature par 449 voix contre 371 données à M. Doumer, le président de la Chambre des députés.